



Master Science politique

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Science politique. 2009, Université des Antilles. hceres-02029142

HAL Id: hceres-02029142

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02029142>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Evaluation des diplômes Masters – Vague D

ACADÉMIE : ANTILLES-GUYANE

Établissement : Université Antilles-Guyane

Demande n° S3100018837

Domaine : Droit et science politique

Mention : Science politique

Avis Aeres

Appréciation (A+, A, B ou C) : B

Avis global : (sur la mention et l'offre de formation)

● Points forts :

- Le principal point fort du master concerne la complémentarité des enseignements proposés et la bonne adéquation des objectifs affichés avec les possibilités existant localement. Dans cette perspective, le master semble reposer sur une approche très pragmatique des ressources de formation disponible et des besoins auxquels elles sont susceptibles de répondre.
- L'articulation entre parcours « recherche » et parcours « professionnel » apparaît bien pensée et susceptible de laisser un maximum de possibilités de réorientations aux étudiants.
- L'intervention de professionnels au profil cohérent par rapport aux objectifs pédagogiques affichés est un atout qui mérite d'être souligné.
- L'aménagement des horaires d'enseignement et les efforts faits pour intégrer à la formation des fonctionnaires des collectivités locales témoignent de la bonne réponse que le master apporte à une demande locale.

● Points faibles :

- L'offre d'enseignements apparaît trop académique. S'il est évidemment important de proposer des cours sur les relations internationales ou la philosophie politique, il semble aussi très important de proposer des formations plus spécialisées et plus professionnelles sur la coopération régionale, le fonctionnement des organisations et des institutions, ou encore sur la réalité sociale et politique de la zone étudiée. A ce titre, on peut par exemple s'étonner de voir qu'un intervenant présenté comme « Représentant la délégation de l'Union européenne » n'exerce qu'un enseignement relativement périphérique sur « L'expertise en sciences sociales et en sciences politiques ».
- Concernant la recherche, l'encadrement des étudiants intéressés reste rudimentaire, que ce soit en termes de formation scientifique ou de formation méthodologique.
- Malgré la minutie avec laquelle est conçue l'offre d'enseignements, l'attractivité du parcours professionnel auprès des étudiants non-salariés en formation initiale semble faible à la lecture du dossier.
- La place du stage reste floue.
- Il n'est fait aucune mention des débouchés, soit dans le monde professionnel, soit dans celui de la recherche.
- Le suivi des étudiants n'est pas du tout renseigné, ce qui constitue une lacune regrettable.

Commentaire et recommandations)

- Au regard de la nature de la formation dispensée, le développement de partenariat de formation avec d'autres composantes de l'Université Antilles-Guyane ou des universités étrangères pourrait permettre d'accroître la spécialisation en termes d'aire régionale revendiquée par la formation et d'accentuer les possibilités de débouchés pour les étudiants.
- Le stage professionnalisant devrait être renforcé, notamment en prenant un caractère obligatoire. Un renforcement de la coopération avec les institutions locales pourrait aussi être envisagé, notamment pour faciliter et développer les stages.
- Il paraît également nécessaire de créer des enseignements plus axés sur la sociologie et la vie politique de la zone caraïbe, afin de favoriser une meilleure connaissance du milieu local ce qui apparaît cohérent au regard des objectifs. Ce renforcement pourrait d'ailleurs être envisagé dans le cadre d'une mutualisation des enseignements avec l'ensemble du domaine « Droit et science politique ». Un enseignement sur l'Union européenne et les politiques régionales devrait être proposé à l'ensemble des étudiants. Il faudrait développer les enseignements optionnels, peut-être aussi dans le cadre de la mutualisation.